

Geschichtsforschung mit Blick auf post-koloniale und geschlechterhistorische Perspektiven aufzuheben, ist die vorliegende Arbeit besonders gelungen. Viele der vorgebrachten Teilargumente präsentieren sich in diesem Sinne – trotz teilweise schwacher Generalisierbarkeit – als innovative Denkanstösse und Interpretationsalternativen für eine grosse Bandbreite an Themen. Purtscherts Studie ist damit eine für den Einstieg ins Forschungsfeld der Schweizer Kolonial- und Geschlechtergeschichte unentbehrliche Lektüre.

Claire Louise Blaser (Zürich)

Lucas Federer, Gleb Albert, Monika Dommann (éd.)
Archive des Aktivismus
 Schweizer Trotzki*innen im Kalten Krieg

(Æther 02) intercom Verlag, Zürich 2018, CHF 15.– / Open Access (E-Book)

Cet ouvrage collectif, consacré à l'extrême gauche trotskyste en Suisse durant la guerre froide, est composé des travaux d'étudiants réalisés dans le cadre d'un séminaire de maîtrise en histoire de l'Université de Zurich, sous la direction des trois éditeurs. Il étudie un courant peu connu de l'histoire des gauches helvétiques durant la guerre froide – à l'exception de la décennie post-1968 qui a en particulier fait l'objet d'une monographie de Benoît Challand publiée en 2000, d'une thèse de doctorat de Nuno Pereira en 2015, centrée sur les activités de solidarité internationale de l'extrême gauche et, en 2018, d'un livre fondé sur les témoignages rétrospectifs d'anciens militants, rédigé par Jacqueline Heinen. L'originalité de la présente étude est notamment d'explorer, à l'aide de sources pour une large part inédites, les années précédant 1968.

Une introduction générale signée de Lucas Federer et Gleb Albert offre une vue d'ensemble bienvenue de l'histoire de ce courant, dans la mesure où elle compense le caractère fragmenté du reste de l'ouvrage, dû à la portée inévitablement limitée de textes issus de travaux de séminaire. Les auteurs rappellent que les trotskystes sont actifs sur le territoire de la Confédération depuis le début des années 1930. À cette date, des militants quittent le Parti communiste suisse (PCS) pour fonder la *Marxistische Aktion der Schweiz*, en dénonçant la mise au pas brutale de la société soviétique par le régime autoritaire de Joseph Staline et l'inféodation du PCS à la ligne politique désormais dictée depuis Moscou. Ces activistes – quoique réprimés par les autorités suisses durant le second conflit mondial et contraints à la clandestinité – parviennent toutefois à reconstituer une petite structure organisationnelle dès 1945. Il s'agit du groupe *Proletarische Aktion*, présent à Zurich et à Bâle, et qui édite un journal du même nom (on regrettera que les auteurs omettent de mentionner au sujet de ce groupe le mémoire de Jean-François Marquis, défendu à l'Université de Genève en 1983).

À ce moment, les trotskystes ont l'espoir que le cycle de contestation dans le monde du travail et la poussée à gauche de la sortie de guerre permettent à leur courant politique de s'agrandir. Mais cet espoir est vite douché par la paix du travail et le conservatisme politique qui regagnent du terrain en Suisse dès le début de la guerre froide. Ce climat vaut du reste à l'organisation une surveillance policière intrusive, comme le rappelle une contribution à l'ouvrage signée par Lucas Federer, qui développe par ailleurs une réflexion méthodologique intéressante sur l'apport et les limites des fiches de police pour la recherche historique. Malgré l'attention que leur accorde la police, les militants trotskystes demeurent

très minoritaires à gauche, à l'ombre du Parti socialiste (PS), dont l'intégration au système politique helvétique se renforce, et du Parti du travail (PdT), aligné sur l'Union soviétique. Pour rompre cet isolement, les trotskystes cherchent à créer une organisation de gauche radicale plus large, regroupant des syndicalistes combatifs ou des militants déçus par la ligne modérée du PS ou encore par le soutien du PdT au régime soviétique. Ces efforts se concrétisent par la fondation, en 1951, de la *Sozialistische Arbeiterkonferenz* (*Sozialistischer Arbeiterbund* dès 1952), qui édite le journal *Arbeiterwort*. Point étonnant, qui fait l'objet du chapitre de Nicolas Hermann dans le présent ouvrage, cette nouvelle organisation bénéficie de l'appui financier discret d'un industriel suisse qui connaît alors un grand succès commercial à travers la production de réfrigérateurs : il s'agit de Hans Stierlin, militant trotskyste depuis sa jeunesse. Ce dernier met en place dans son entreprise, *Sibir*, des conditions de travail très favorables par rapport aux standards de l'époque, notamment la semaine de 43 heures dès 1944 (40 heures dès 1971); cependant, les employées restent moins bien payées que leurs collègues masculins, révélant les limites de l'avant-gardisme social de l'entreprise.

Au tournant des années 1950 et 1960, deux campagnes politiques permettent aux militants du *Sozialistischer Arbeiterbund* de gagner en influence. La première, analysée dans la contribution de Christian Futter, consiste en des actions de solidarité avec les combattants algériens en lutte contre l'État colonial français. Cet activisme passe notamment par l'aide à des combattants algériens réfugiés en Suisse pour échapper à la répression exercée par le pouvoir français. Plus généralement, la solidarité internationale avec les mouvements de décolonisation dans les pays de ce qu'on nomme alors le tiers-monde est

au cœur du militantisme trotskyste durant la guerre froide, comme le rappelle l'article de Michiel van Gulpen. Toutefois, l'évolution politique des régimes issus des luttes d'indépendance suscitent souvent la déception des militants trotskystes : ainsi, le coup d'État d'Houari Boumédiène de 1965 en Algérie est dénoncé par l'*Arbeiterwort*.

La seconde campagne importante menée au tournant des années 1950 et 1960 est dirigée contre le projet, annoncé par le Conseil fédéral en 1958, de doter l'armée suisse de la bombe atomique. Srdjan Dragojevic analyse la participation active de militants trotskystes suisses, en particulier Heinrich Buchbinder, au mouvement international contre l'armement atomique. Le parcours de cette figure en vue du courant trotskyste, qui évolue vers la social-démocratie à la fin des années 1960, est par ailleurs détaillé dans la contribution de Christian Gross.

Les mouvements sociaux de 1968 et des années suivantes offrent un nouveau souffle au mouvement trotskyste. En effet, le rejet aussi bien de l'intégration gouvernementale de la social-démocratie que des régimes autoritaires de l'Est, deux piliers de l'orientation politique des militants trotskystes depuis le début de la guerre froide, entre en résonance avec les préoccupations des jeunes contestataires de 1968. De jeunes militants en rupture avec le PdT fondent ainsi en 1969 la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR), qui prend le relais du *Sozialistischer Arbeiterbund*, tout en bénéficiant d'une implantation plus large, avec notamment des sections en Suisse romande et au Tessin, alors que le mouvement trotskyste peinait, depuis 1945, à s'étendre au-delà de Zurich et de Bâle. Passé l'âge d'or des années post-1968, le militantisme trotskyste s'es-souffle et la LMR – devenue Parti socialiste ouvrier (PSO) en 1980 – se dissout à la fin des années 1980 dans des alliances

plus larges de la gauche alternative, à l'instar de la *Sozialistische Grüne Alternative* dans le canton de Zoug.

Deux textes du recueil portent sur la LMR. Le premier, de Matthias Fässler, retrace le combat de l'organisation contre les initiatives xénophobes de James Schwarzenbach et pour les droits des travailleurs saisonniers, une problématique que la LMR reproche aux autres partis de gauche de négliger par opportunisme et électoralisme. Bien que majoritairement composée de militants bénéficiant d'un niveau de formation élevé, la LMR déploie par ailleurs de gros efforts pour s'adresser à la classe ouvrière immigrée, notamment en éditant des journaux et des tracts dans des langues de l'immigration comme l'espagnol. La seconde contribution, d'Antje Rihm, est consacrée à la place des femmes et du féminisme au sein de la Ligue. Comme dans les autres organisations de gauche des années 1970, cette place est loin d'être égale à celle des hommes, des militantes se plaignant ainsi d'être reléguées trop souvent à des tâches de secrétariat. La volonté de certaines d'entre elles de s'organiser en groupes non mixtes, pour mieux combattre la domination masculine, suscite des tensions internes au sein de l'organisation. Ces inégalités persistantes dans le groupe n'empêchent pas la LMR de s'engager pour les causes qui sont au cœur de la lutte féministe des années 1970, notamment l'égalité des droits, la libéralisation de l'avortement ou la protection de la maternité dans les rapports de travail.

Ce livre collectif ouvre de nombreuses perspectives de recherche: ainsi, les causes du déclin de la gauche radicale post-1968 dans les années 1980, peu explorées dans le présent ouvrage et dans les recherches publiées à ce jour, mériteraient une étude plus approfondie. Il serait par ailleurs stimulant d'analyser, en comparaison, le développement des courants

trotskyistes à l'échelle de l'Europe occidentale en fonction des différentes configurations politiques nationales.

Hadrien Buclin (Lausanne)